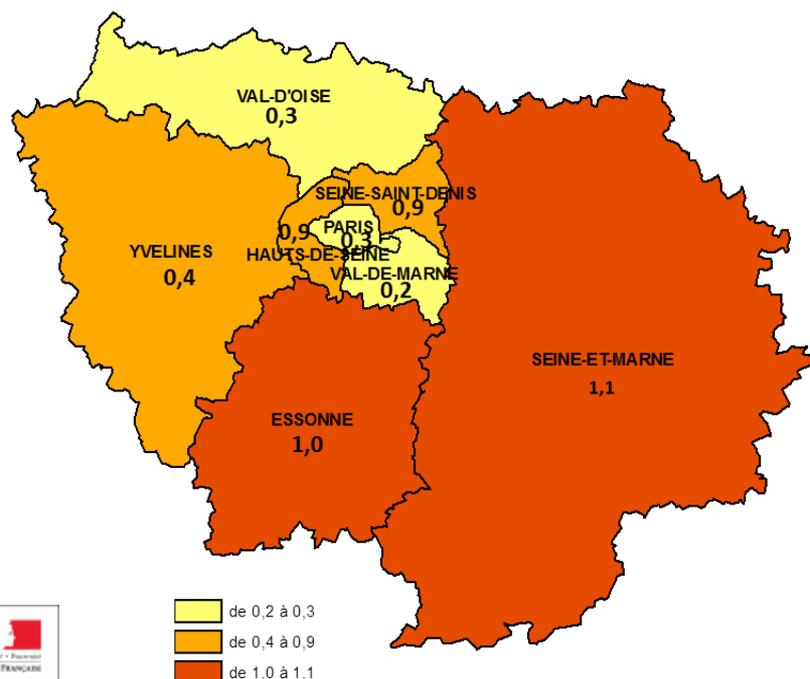


Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France3<sup>e</sup> trimestre 2018

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C  
par département entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2018 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2018 (en %, données CVS-CJO)



- Au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens augmente par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2018 en catégorie A et en catégories A, B, C (resp. +0,4 % et +0,6 %).
- Le taux de chômage diminue de 0,1 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2018, atteignant 7,9 %.
- L'emploi salarié augmente de 0,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2018.
- L'activité partielle reste en recul au 3<sup>e</sup> trimestre 2018.
- Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi est très faible au 3<sup>e</sup> trimestre 2018.

- Ce dossier de conjoncture, qui présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France, vous est adressé chaque trimestre. La prochaine publication sera disponible début février et portera sur le quatrième trimestre 2018.
- Ce dossier complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

[idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

## Sommaire

### Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

### Demande d'emploi et chômage

Page 5 : Les demandeurs d'emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2018

Pages 6-7 : Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

[Page 10 : Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle et par métier recherché](#)

Page 11 : Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Page 12 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 13 : Le taux de chômage (Insee)

### Emploi

Page 14 : Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 15 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 16 : L'intérim

Page 17 : L'emploi salarié

Page 18 : L'emploi salarié par secteur

### Tensions sur le marché du travail

Page 19 : Les tensions sur l'ensemble du marché du travail

Page 20 : Les métiers en tension

### Accompagnement des mutations économiques

Page 21 : L'activité partielle

Page 22 : Les plans de sauvegarde de l'emploi

[Tableaux plus anciens](#)  
Tableaux mis à jour ce mois

## Demande d'emploi et chômage

Au troisième trimestre 2018, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 1 003 470 (catégories A, B et C - données CVS). Parmi eux, 675 320 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

Par rapport au deuxième trimestre 2018, la demande d'emploi en catégorie A maintient sa progression en Île-de-France (+0,4 % contre +0,5 % en France métropolitaine). La demande d'emploi prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C) croît également (+0,6 %), en particulier celle de longue durée (+2,0 %).

L'évolution de la demande d'emploi est très hétérogène au sein de la région. Elle varie de -0,2 % à Paris et dans les Yvelines à +1,5 % en Seine-et-Marne en catégorie A, et de +0,2 % dans le Val-de-Marne à +1,1 % en Seine-et-Marne en catégories A, B, C.

Sur le trimestre, en catégories A, B, C, la hausse de la demande d'emploi reste plus forte pour femmes (+0,7 %) que pour les hommes (+0,5 %). Celle des jeunes franciliens est très modérée (+0,1 %), tandis que celle des seniors conserve son rythme (+1,2 %).

Au deuxième trimestre 2018, 7,9 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 8,7 % en France métropolitaine), soit une baisse de 0,1 point par rapport au premier trimestre 2018.

## Emploi

Au troisième trimestre 2018, les offres d'emploi enregistrées en Île-de-France diminuent par rapport au trimestre précédent (-3,2 %, données CVS pour l'ensemble des offres).

Au deuxième trimestre 2018, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) est stable par rapport au deuxième trimestre 2017.

Le nombre d'intérimaires est en légère hausse au deuxième trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent (+0,9 %).

Porté par l'intérim et la construction, l'emploi salarié (privé et public) progresse légèrement au deuxième trimestre (+0,2 %). L'emploi salarié recule dans l'industrie.

## Tensions sur le marché du travail

Le taux de tension diminue légèrement au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 par rapport au troisième trimestre 2017. Le taux d'écoulement est stable sur le trimestre. Les taux de satisfaction et d'offres d'emploi de plus de 6 mois demeurent à des niveaux élevés. Les métiers du bâtiment et de la maintenance bénéficient d'une conjoncture favorable pour les demandeurs d'emploi.

## Mutations économiques

Au cours du troisième trimestre 2018, 106 autorisations d'activité partielle ont été accordées pour motif économique, soit un volume d'heures de travail chômées en baisse de 50 % par rapport au deuxième trimestre.

Le nombre de PSE initiés est le plus faible depuis début 2013.

## Les demandeurs d'emploi au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

3 <sup>e</sup> trimestre 2018	Île-de-France	France métropolitaine	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	675 320	3 456 800	0,4	0,5	0,1	-1,2
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	1 003 470	5 649 630	0,6	0,4	1,4	0,6

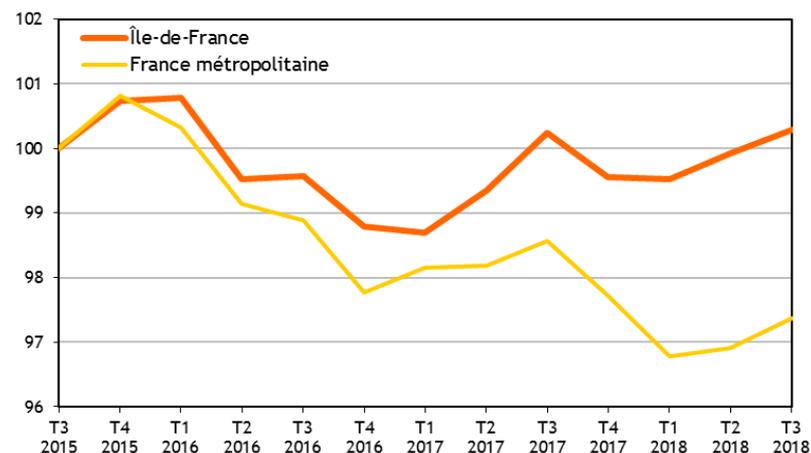
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

En Île-de-France, la demande d'emploi en catégorie A maintient son rythme de progression au troisième trimestre 2018 (+0,4 % par rapport au deuxième trimestre). Sur un an, cette demande augmente très légèrement (+0,1 %), tandis qu'elle baisse en France métropolitaine (-1,2 %).

Les évolutions en catégorie A sont cependant affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. Ainsi, au troisième trimestre, la demande en catégories B et C (demandeurs en activité réduite) reste orientée à la hausse (+1,1 %). En recul depuis le quatrième trimestre 2016, la demande en catégorie D (demandeurs en formation) progresse également sur le trimestre (+3,3 %).

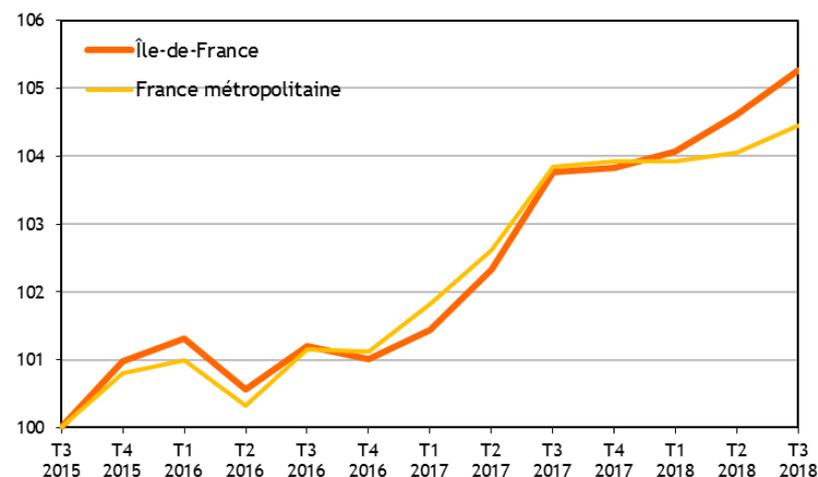
Finalement, la demande d'emploi prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C) augmente sur le trimestre (+0,6 % contre +0,4 % en France métropolitaine). Sur un an, la hausse atteint 1,4 %.

**Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A**  
(données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2015)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC**  
(données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2015)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

## Demande d'emploi

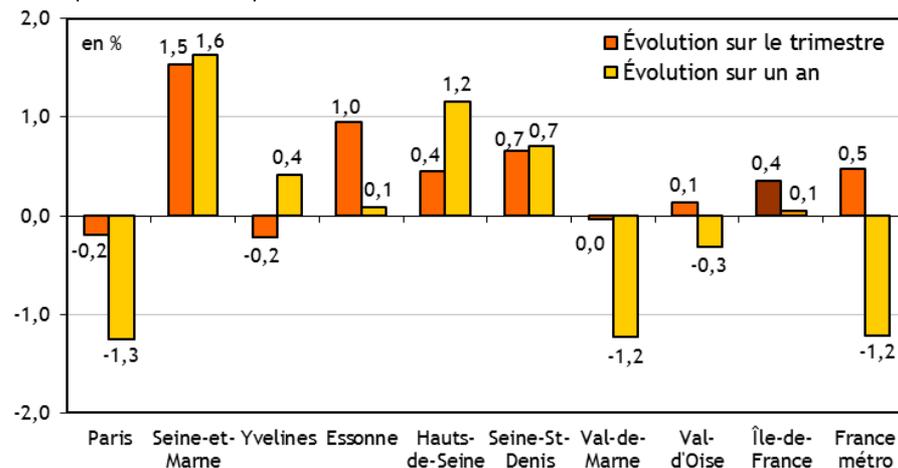
Données CVS-CJO 3 <sup>e</sup> trimestre 2018	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	131 910	-0,2	-1,3	204 920	0,3	0,4
Seine-et-Marne	67 930	1,5	1,6	103 400	1,1	2,5
Yvelines	65 600	-0,2	0,4	97 810	0,4	1,4
Essonne	59 360	1,0	0,1	91 050	1,0	1,6
Hauts-de-Seine	81 150	0,4	1,2	117 880	0,9	2,3
Seine-St-Denis	121 750	0,7	0,7	173 650	0,9	2,4
Val-de-Marne	75 200	0,0	-1,2	109 160	0,2	0,4
Val-d'Oise	72 420	0,1	-0,3	105 600	0,3	0,9
<b>Île-de-France</b>	<b>675 320</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>1 003 470</b>	<b>0,6</b>	<b>1,4</b>
France métro.	3 456 800	0,5	-1,2	5 649 630	0,4	0,6

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

En catégorie A, l'évolution de la demande d'emploi francilienne est très différente selon le département. En légère baisse à Paris et dans les Yvelines (-0,2 %), stable dans le Val-de-Marne, la progression atteint 1,5 % en Seine-et-Marne. En catégories A, B, C, la demande croît dans l'ensemble des départements (de +0,2 % dans le Val-de-Marne à +1,1 % en Seine-et-Marne).

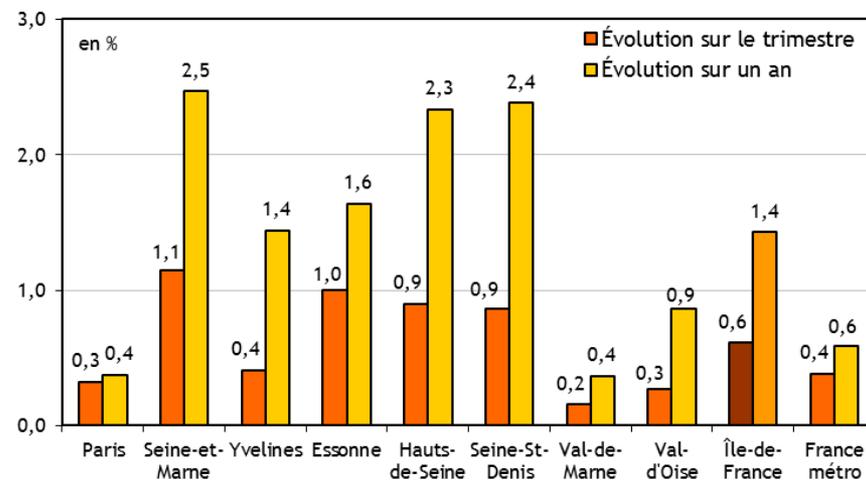
Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi recule en catégorie A à Paris (-1,3 %), dans le Val-de-Marne (-1,2 %) et dans le Val-d'Oise (-0,3 %). Il augmente dans les autres départements de la région, en particulier en catégories A, B, C en Seine-et-Marne (+2,5 %), en Seine-Saint-Denis (+2,4 %) et dans les Hauts-de-Seine (+2,3 %).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A  
(données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

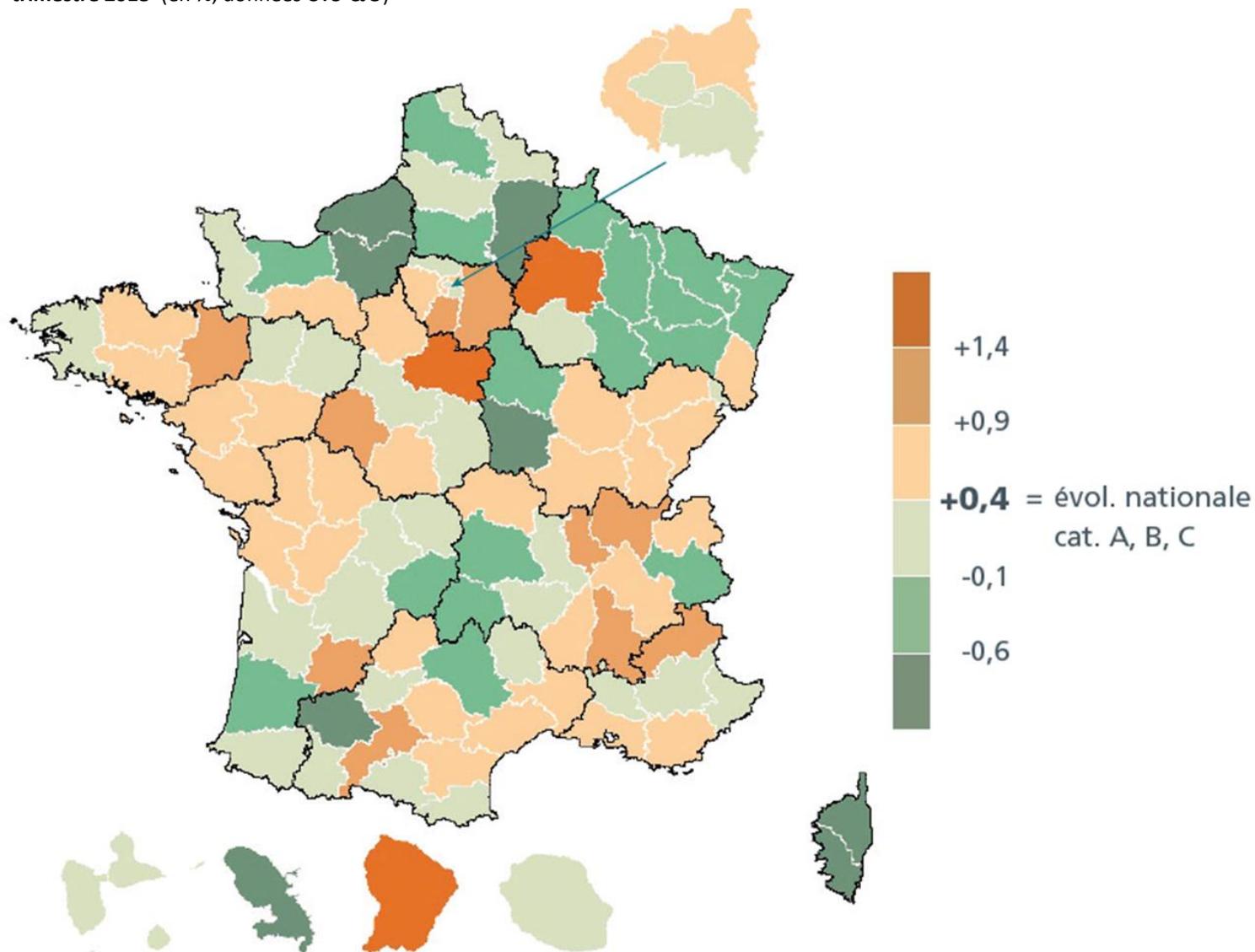
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie ABC  
(données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2018 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2018 (en %, données CVS-CJO)



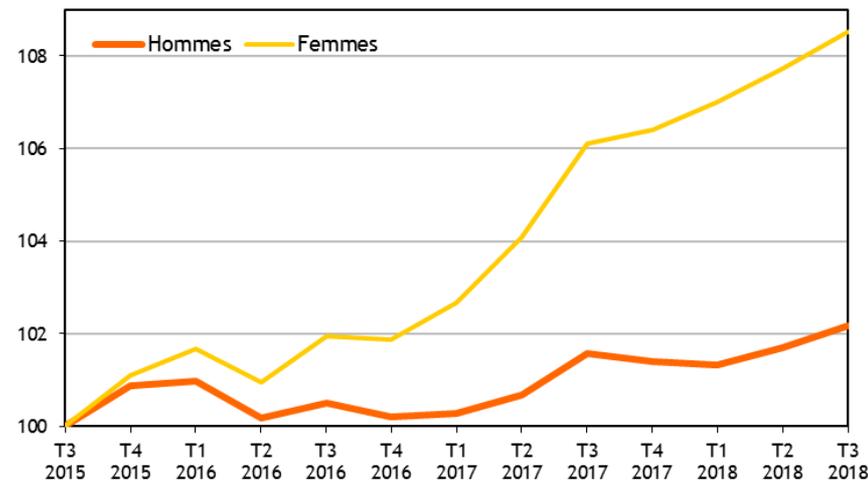
## Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 (catégorie ABC)

Sur le trimestre, la croissance de la demande d'emploi francilienne est plus forte pour les femmes que pour les hommes (+0,7 % contre +0,5 % en catégories A, B, C).

Sur un an, l'écart de progression est plus net (+2,3 % pour les femmes, contre +0,6 % pour les hommes) mais reste moins prononcé qu'en France métropolitaine (2,5 points). Depuis le troisième trimestre 2015, la demande d'emploi des femmes a augmenté de 8,5 %, contre 2,2 % pour celle des hommes.

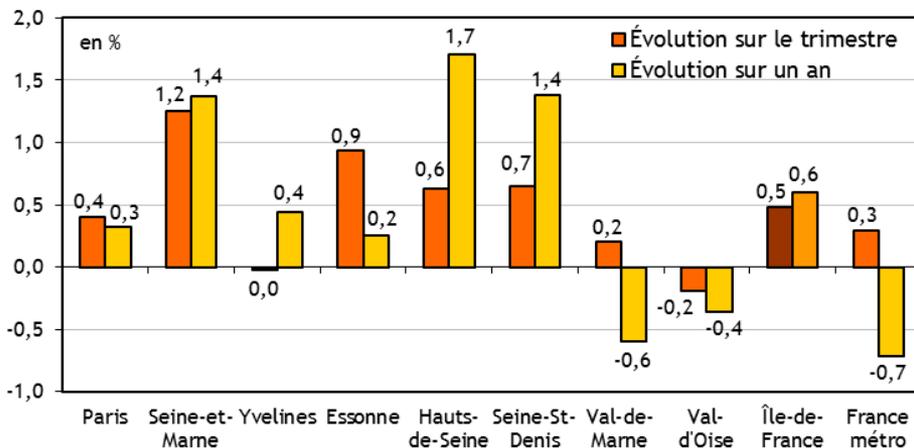
Pour autant, au sein de la région, l'évolution de la demande d'emploi sur le trimestre est plus favorable aux femmes à Paris, en Seine-et-Marne et dans le Val-de-Marne.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2015)



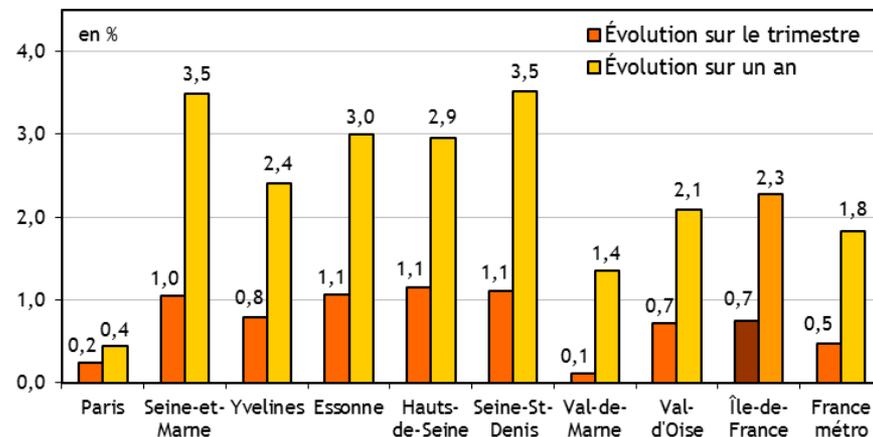
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre d'hommes inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

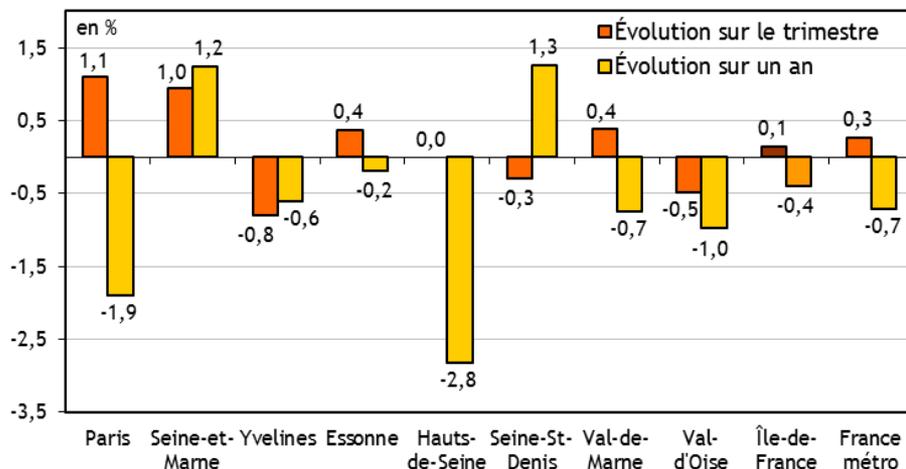
## Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 (catégorie ABC)

La demande d'emploi des jeunes (moins de 25 ans) augmente très légèrement en Île-de-France au troisième trimestre 2018 (+0,1 % en catégories A, B, C, après +1,5 % au deuxième trimestre).

Au sein de la région, cette demande augmente le plus nettement à Paris et en Seine-et-Marne, tandis qu'elle recule dans les Yvelines, dans le Val-d'Oise et en Seine-Saint-Denis. Sur un an, les évolutions varient de -2,8 % dans les Hauts-de-Seine (-250 jeunes) à +1,3 % en Seine-Saint-Denis (+210 jeunes).

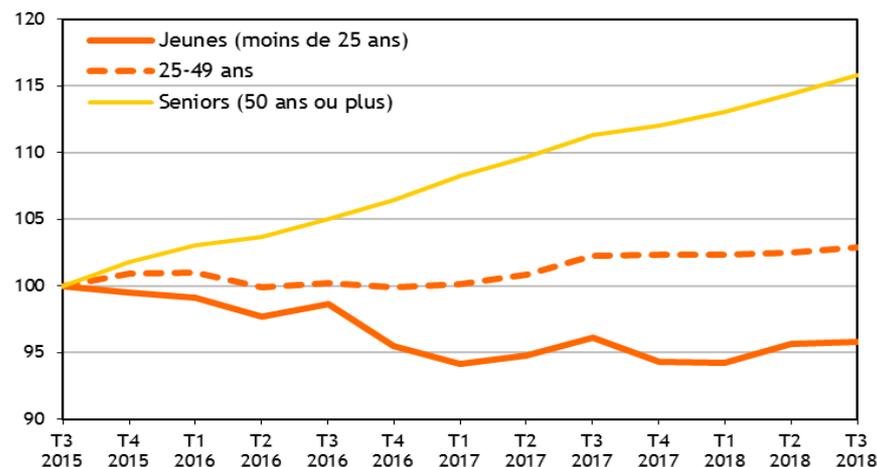
Moins heurtée, la demande d'emploi des seniors (50 ans et plus) est en augmentation constante depuis le deuxième trimestre 2008. Comme en France métropolitaine, l'évolution de la demande d'emploi est défavorable aux seniors d'Île-de-France (+1,2 % sur le trimestre et +4,0 % sur un an).

**Évolution du nombre de jeunes inscrits par département**  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



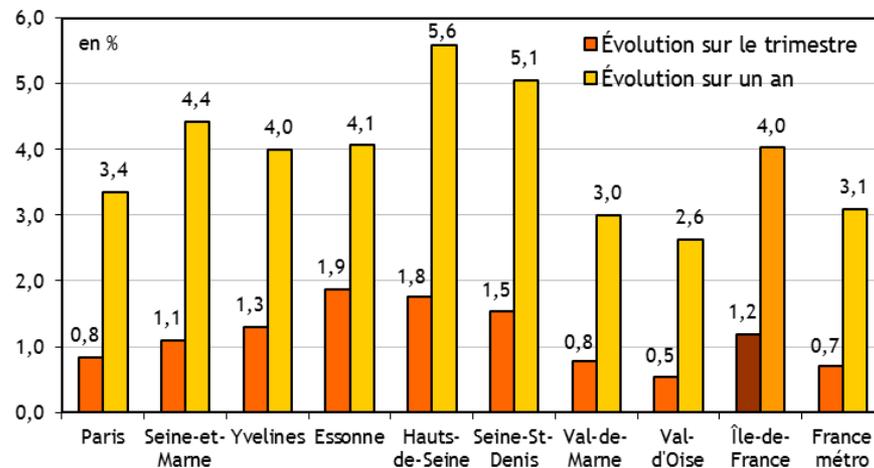
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge** (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2015)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution du nombre de seniors inscrits par département**  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle\* et par métier recherché au 2<sup>e</sup> trimestre 2018

Demande d'emploi

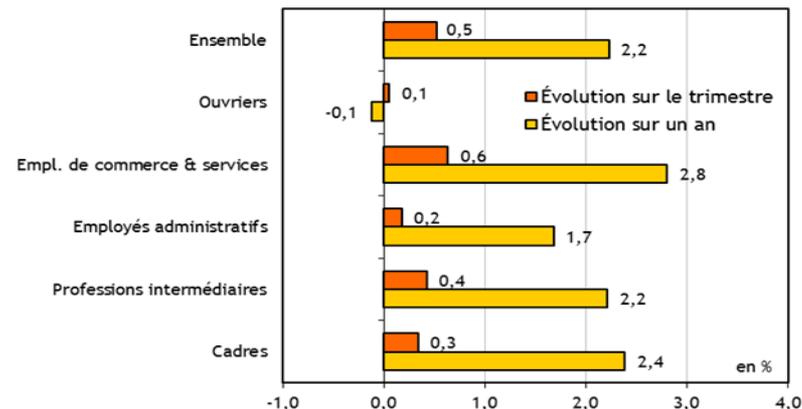
La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi. En conséquence, les statistiques sur le nombre de demandeurs d'emploi selon le métier et la qualification des emplois recherchés ne sont pas exploitables au troisième trimestre 2018. En particulier, les évolutions de ces variables sont influencées à la baisse par une très nette augmentation de la non-réponse. Dans l'attente d'un correctif, cette page n'est donc pas actualisée ce trimestre.

Au deuxième trimestre 2018, la demande d'emploi francilienne augmente par rapport au trimestre précédent dans toutes les catégories socioprofessionnelles, en particulier pour les employés du commerce et des services (+0,6 % en catégories A, B, C). Sur un an, les ouvriers sont la seule catégorie qui bénéficie d'une très légère baisse du nombre de leurs demandeurs d'emploi (-0,1 %).

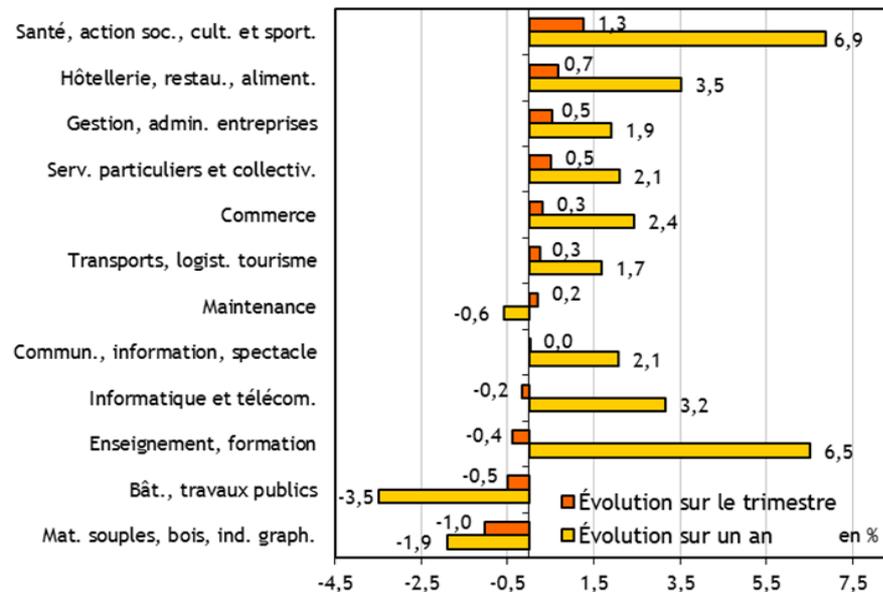
Les recherches d'emploi les plus dynamiques se concentrent dans les métiers de la santé, l'action sociale, culturelle et sportive (+1,3 % sur le trimestre et +6,9 % sur un an), ainsi que dans l'enseignement-formation (+6,5 % sur un an). À l'inverse, les recherches dans les domaines des matériaux souples, bois, industries graphiques et du bâtiment - travaux publics sont en recul.

\* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle\*  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

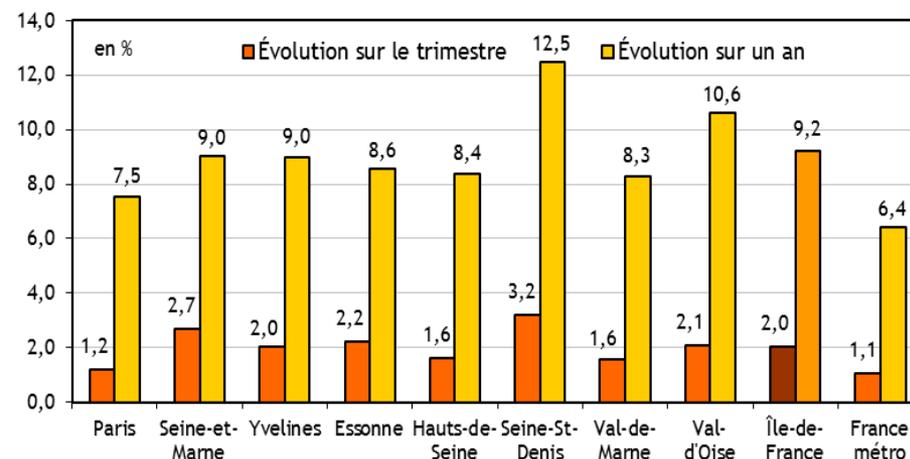
## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

Avec +2,0 % sur le trimestre et +9,2 % sur un an en Île-de-France, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) reste supérieure à celle enregistrée en France métropolitaine. Ces demandeurs représentent 45,8 % de l'ensemble des demandeurs de la région, contre 46,7 % au niveau national.

Au deuxième trimestre 2018, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 388 jours à Pôle emploi. C'est 3 jours de moins qu'au trimestre précédent\*.

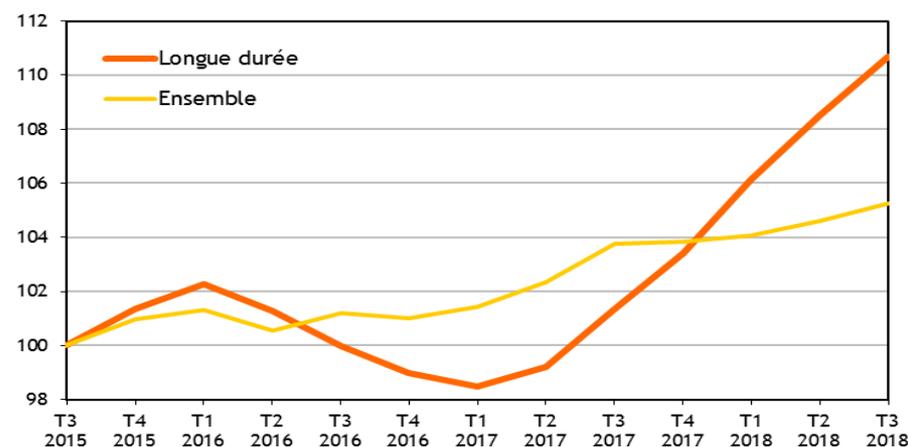
En hausse de 0,4 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France atteint 12,7 % au troisième trimestre 2018. Elle varie de 10,2 % en Essonne à 16,1 % en Seine-Saint-Denis.

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2015)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

	Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA en catégorie ABC (%)									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
3 <sup>e</sup> trimestre 2018	12,6	11,5	11,3	10,2	12,4	16,1	12,5	12,7	12,7	13,2
3 <sup>e</sup> trimestre 2017	12,5	10,9	10,9	10,0	11,5	16,0	12,0	12,3	12,3	12,3

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

\* « Durée de chômage (2<sup>e</sup> trimestre 2018) », *Statistiques et indicateurs*, Septembre 2018, Pôle emploi, <http://pole-emploi.org/statistiques-analyses/demandeurs-demploi/trajectoires-et-retour-a-lemploi/duree-de-chomage-2e-trimestre-2018.html?type=article>

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

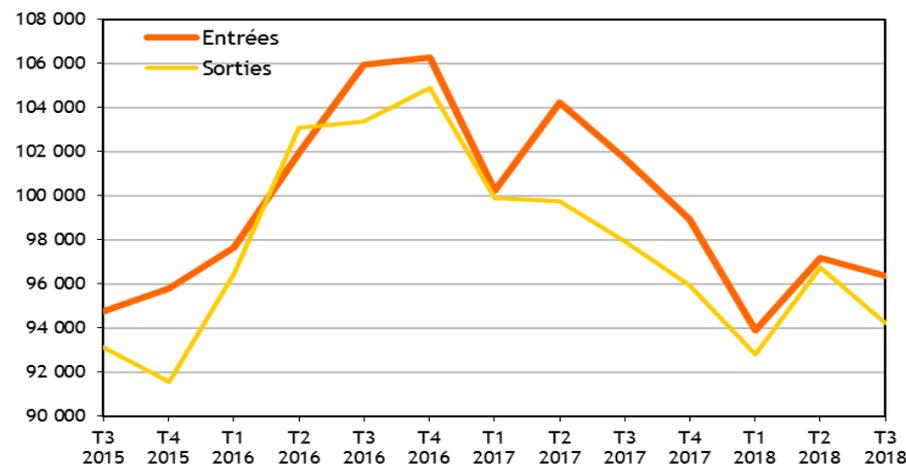
Après un rebond au deuxième trimestre, le nombre d'inscriptions à Pôle emploi diminue en Île-de-France au troisième trimestre (-0,8 %). Sur un an, la baisse est plus prononcée dans la région qu'en France métropolitaine (-5,2 % contre -2,7 %).

Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (un tiers des entrées) rend délicat l'interprétation des entrées par motif. Sur un an, cependant, la progression des inscriptions pour « démission » (+12,5 %) et le recul des inscriptions pour « retour d'inactivité » (-14,5 %) se confirment. Les ruptures conventionnelles représentent, quant à elles, 8,1 % des motifs d'entrée.

Le nombre de sorties de Pôle emploi repart également à la baisse sur le trimestre (-2,6 %). Sur un an, il recule de 3,8 %, contre -1,2 % en France métropolitaine.

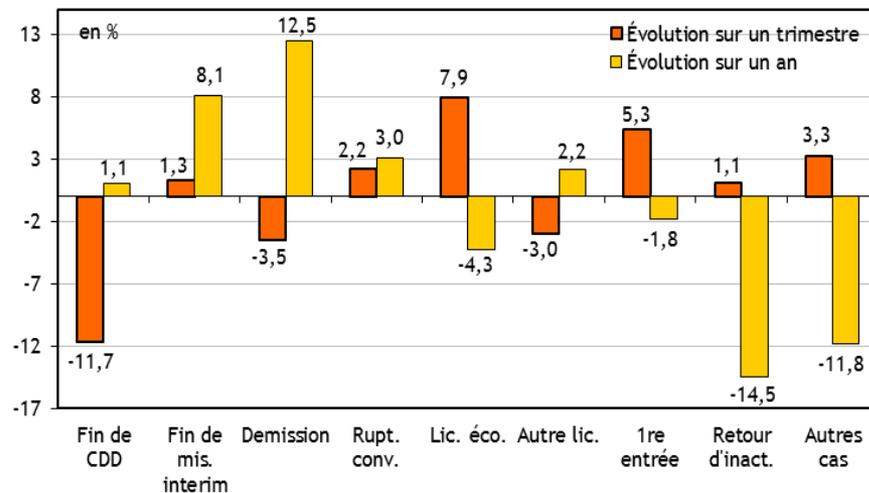
La forte présence du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (près de la moitié des sorties) limite, là encore, l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Bien qu'expliquant seulement 5,7 % des sorties, le recul des entrées en stage (-15,7 % sur un an) apparaît comme une tendance de fond depuis la fin du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ». Les reprises d'emploi déclarées, qui représentent 21,2 % des motifs de sorties de Pôle emploi, progressent de 4,4 % sur un an.

**Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution sur le trimestre des entrées à Pôle emploi par principaux motifs**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Le taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2018

Au deuxième trimestre 2018, le taux de chômage francilien s'établit à 7,9 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee. Il diminue de 0,1 point par rapport au premier trimestre 2018. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi reflué, atteignant 8,7 % au deuxième trimestre 2018.

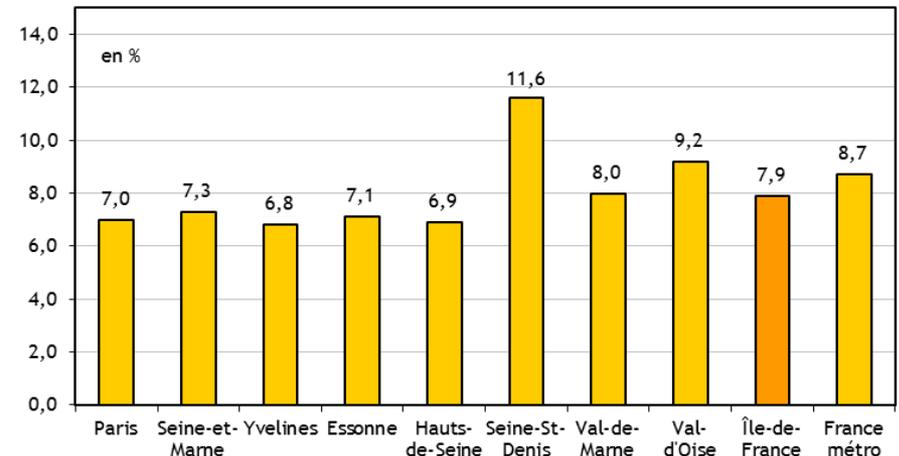
Sur un an le taux de chômage poursuit sa décrue, de 0,2 point en Île-de-France et de 0,4 point en France métropolitaine.

Après avoir atteint 9,0 % au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage francilien suit une tendance à la baisse. Il reste cependant supérieur de 1,6 point à sa valeur du premier trimestre 2008 (6,3 %).

La Seine-Saint-Denis, dont le chômage est structurellement le plus élevé de la région avec 11,6 %, voit son taux de chômage baisser de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. Le Val-d'Oise enregistre également un fort taux de chômage (9,2 %). Les Yvelines (6,8 %) et les Hauts-de-Seine (6,9 %) connaissent les taux les plus faibles.

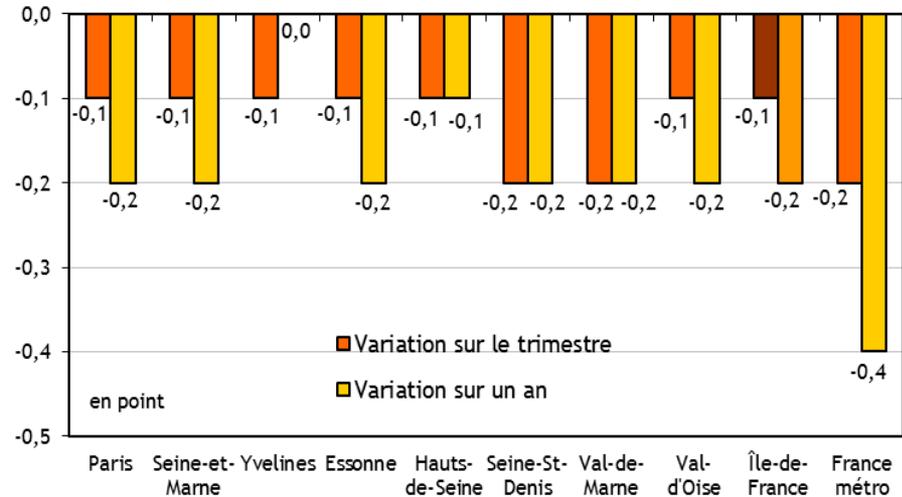
Sur un an, le taux de chômage reste constant dans les Yvelines, il diminue de 0,1 point dans les Hauts-de-Seine et de 0,2 point dans les autres départements.

**Taux de chômage localisé au 2<sup>e</sup> trimestre 2018**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

**Variation du taux de chômage localisé au 2<sup>e</sup> trimestre 2018**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

## Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

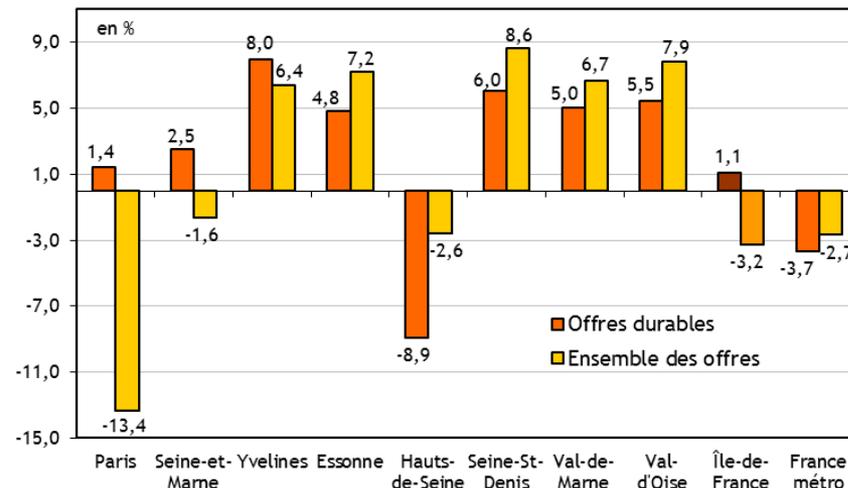
Au troisième trimestre 2018, 49 170 offres d'emploi en moyenne ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 32 650 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Les offres durables représentent 66 % de l'ensemble des offres, contre 57 % en France métropolitaine.

Sur le trimestre, le nombre d'offres collectées reste orienté à la baisse, à un rythme légèrement supérieur à celui de France métropolitaine (-3,2 % contre -2,7 %). Après une forte baisse au trimestre précédent, le nombre d'offres durables est en hausse (+1,1 %), alors qu'il enregistre une nette diminution en France métropolitaine (-3,7 %).

Les offres d'emploi collectées sur le trimestre par Pôle emploi augmentent dans la plupart des départements franciliens, en particulier en Seine-Saint-Denis et dans les Yvelines. La baisse des offres se concentre à Paris (-13,4 %), tandis que les offres durables ne reculent que dans les Hauts-de-Seine (-8,9 %).

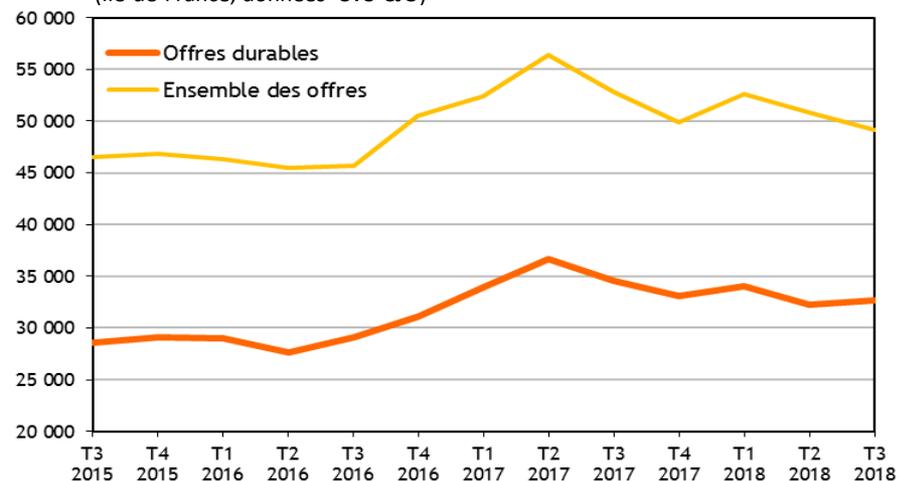
Sur un an, les baisses les plus prononcées ont lieu dans le Val-de-Marne (-16,8 % pour l'ensemble des offres et -23,4 % pour les offres durables) et à Paris (respectivement -14,0 % et -8,7 %).

Évolution du nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

Nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

## Les Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) au 2<sup>e</sup> trimestre 2018

Plus de 1,9 millions de Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclus au deuxième trimestre 2018 en Île-de-France, dont 452 000 DPAE en Contrat à Durée Déterminé (CDD) de plus de six mois et Contrat à Durée Indéterminé (CDI).

Par rapport au deuxième trimestre 2017, le nombre de DPAE au deuxième trimestre 2018 stagne tous contrats confondus en Île-de-France (+0,3 %) mais augmente pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +4,5 %).

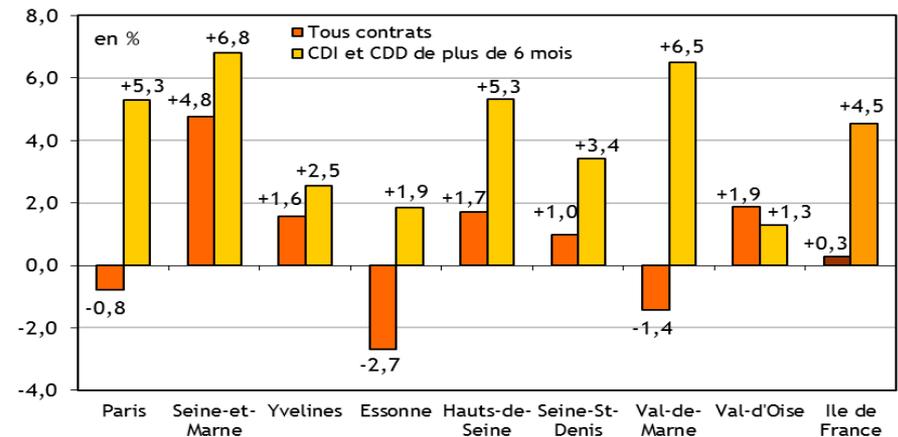
Tous contrats confondus, la Seine-et-Marne a connu une augmentation annuelle importante (+ 4,8 %), alors que l'Essonne, le Val-de-Marne et Paris ont connu des baisses (respectivement -2,7 %, -1,4 % et -0,8 %),

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-et-Marne et le Val-de-Marne progressent le plus fortement (respectivement +6,8 % et +6,5 %).

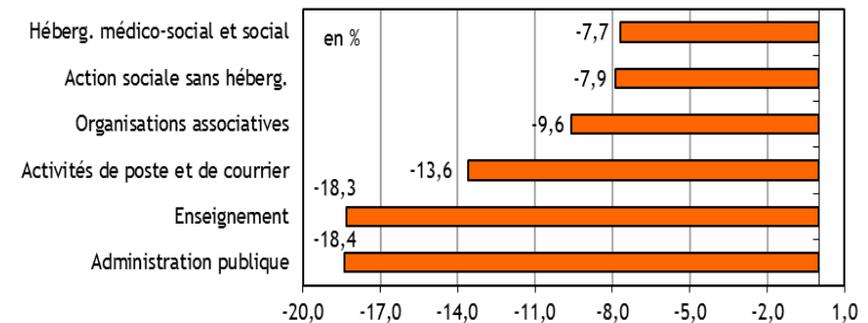
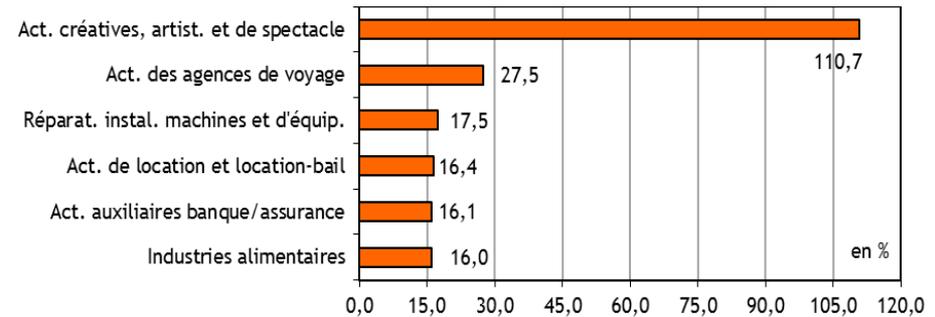
Les activités créatives, artistiques et de spectacle et les activités des agences de voyage ont connu une très forte augmentation des contrats durables (respectivement +110,7 % et +27,5 %).

L'administration publique, l'enseignement et les activités de poste et de courrier ont connu les baisses les plus importantes (baisse supérieure à 10 %).

Évolution des DPAE par département (T2 2018 / T2 2017)



Évolution des DPAE en contrat durables par secteurs d'activité (six plus fortes hausses/baisses) (T2 2018 / T2 2017, Île-de-France)



## L'intérim au 2<sup>e</sup> trimestre 2018

Plus de 1 071 000 contrats d'intérim ont été signés au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2018 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 131 100 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

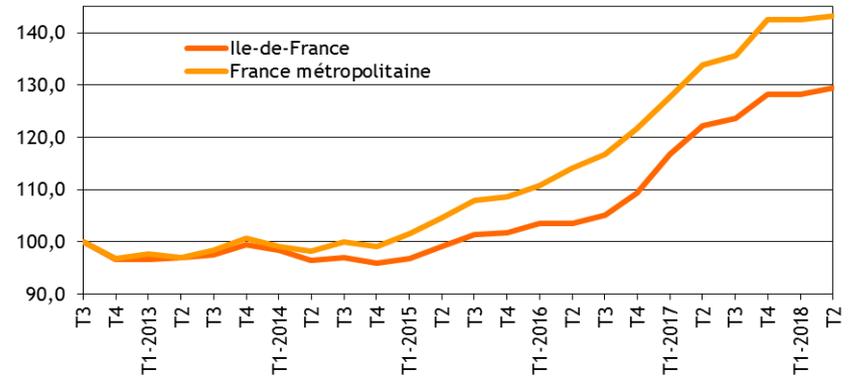
Après plusieurs trimestres de croissance depuis début 2015, le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP restent toujours en hausse, mais à un rythme moins soutenu. Ainsi, le nombre d'intérimaires augmente de seulement 0,9 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (+0,4 % au niveau national, données CVS). En un an, l'augmentation est plus forte : respectivement +5,9 % pour l'Île-de-France et +6,9 % pour la France métropolitaine, soit 7 300 intérimaires en plus.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie enregistre également une hausse : +1,0 % pour le nombre d'EETP par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. En particulier, l'intérim dans la production et distribution d'eau, gestion des déchets progresse de 6,4 % en un trimestre, alors que la fabrication de matériels de transport et la métallurgie sont en forte baisse (resp. -2,7 % et -5,2 %).

L'activité intérimaire dans la construction, secteur fortement utilisateur de l'intérim, enregistre un recul ce trimestre, le premier depuis deux ans (-2,6 %).

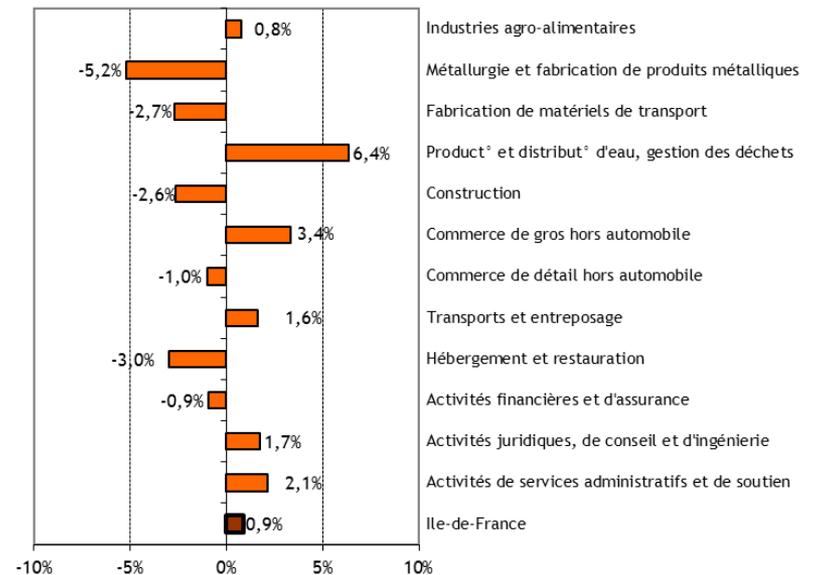
L'intérim dans le tertiaire augmente également, mais à un rythme moins soutenu (+1,9 % par rapport au trimestre précédent), et avec des différences suivant les principaux secteurs d'activités. Ainsi, on observe des hausses dans le transport/entreposage et dans les activités de services administratifs (resp. +1,6 % et +2,1 %). En revanche, le commerce de détail et l'hébergement/restauration enregistrent de forts reculs du nombre d'EETP : resp. -1,0 % et -3,0 % ce trimestre par rapport au précédent.

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2012)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

## L'emploi salarié au 2<sup>e</sup> trimestre 2018

A partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au deuxième trimestre 2018, l'emploi salarié (privé et fonction publique) francilien progresse de +0,2 %, soit +10 020 emplois (données CVS). Il baisse légèrement dans la fonction publique avec une évolution trimestrielle de -1 550 emplois, tandis que l'emploi dans le privé progresse de +0,2 %, soit +11 570 emplois.

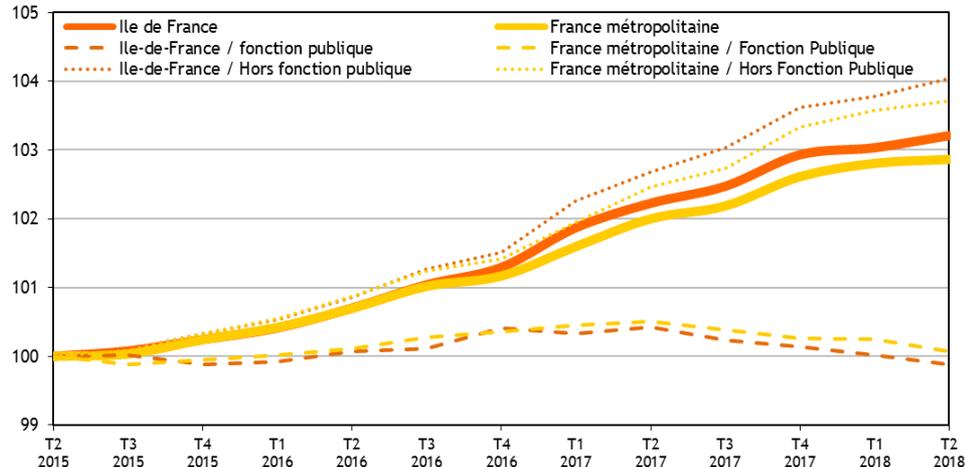
Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi salarié augmente également (+0,1 % soit +14 060 emplois).

Sur un an, l'emploi salarié francilien est en forte augmentation (+1,0 %, soit +55 870 emplois). Il atteste du dynamisme de l'emploi francilien qui représente près de 27 % de l'évolution annuelle de l'emploi salarié de la France métropolitaine. Dans la fonction publique, il diminue de 0,5 %, soit -6 080 emplois, alors que dans le privé il s'accroît de 1,3 %, soit +61 950 emplois.

Au deuxième trimestre 2018, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié progresser le plus fortement sont la Seine-Saint-Denis et la Seine-et-Marne. De leur côté, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise enregistrent les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié au sein de la région est comprise entre -0,1 % dans le Val-de-Marne et +1,9 % (+8 870 emplois) en Seine-et-Marne.

**Évolution de l'emploi salarié (privé + fonction publique)**  
(données CVS. indice 100 au 2<sup>e</sup> trimestre 2015)



Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2018	Évolution T2 2018 / T1 2018		Évolution T2 2018 / T2 2017	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 821 651	2 660	0,1	22 110	1,2
Seine-et-Marne	468 773	1 240	0,3	8 870	1,9
Yvelines	543 964	340	0,1	2 200	0,4
Essonne	455 645	940	0,2	4 740	1,1
Hauts-de-Seine	1 054 781	2 190	0,2	13 230	1,3
Seine-Saint-Denis	606 792	2 820	0,5	3 910	0,6
Val-de-Marne	534 659	-240	0,0	-550	-0,1
Val-d'Oise	374 536	70	0,0	1 360	0,4
<b>Ile-de-France</b>	<b>5 860 802</b>	<b>10 020</b>	<b>0,2</b>	<b>55 870</b>	<b>1,0</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>24 629 123</b>	<b>14 060</b>	<b>0,1</b>	<b>207 050</b>	<b>0,8</b>

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

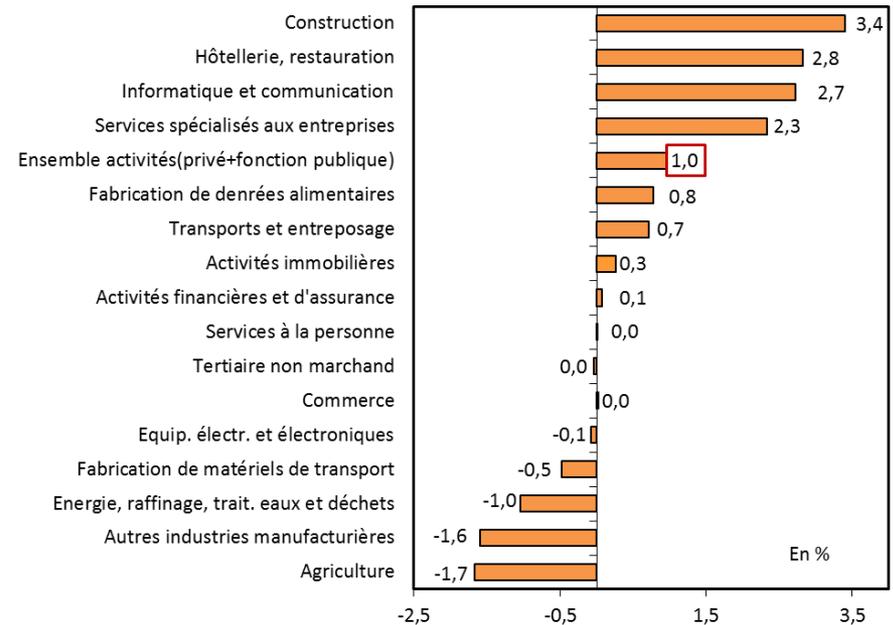
## L'emploi salarié par secteur au 2<sup>e</sup> trimestre 2018

L'évolution trimestrielle de l'emploi salarié enregistre une légère baisse dans l'industrie (-0,4 %, soit -1 940 emplois), ainsi que dans le commerce (-0,2 %, soit -1 210 emplois) et le tertiaire non marchand (-0,1 %, soit -860 emplois). L'emploi progresse dans les services marchands hors intérim (+0,3 %, soit +9 760 emplois), ainsi que dans la construction (+1,1 %, soit +3 130 emplois).

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois salariés progresse dans les services marchands hors intérim (+1,6 %, soit +44 270 emplois) et recule dans l'industrie (-0,8 %, soit -3 450 emplois). Les secteurs industriels qui perdent le plus d'emplois sont les « autres industries manufacturières » (-1,6 %, soit -2 600 emplois) et « l'énergie, raffinage et traitement des eaux et déchets » (-1,0 %, soit -830 emplois). Le dynamisme du secteur de la construction (+3,4 %, soit +9 100 emplois) compense ce ralentissement.

Sur un an, l'intérim connaît une augmentation importante : 5,2 %, soit +6 490 emplois. La plupart des autres secteurs des services marchands ont enregistré des hausses. Les secteurs de l'hôtellerie, restauration (+2,8 %, soit +8 580 emplois), de l'informatique et communication (+2,7 %, soit +10 750 emplois) et des services spécialisés aux entreprises (+2,3 %, soit +21 850 emplois) ont connu les plus fortes croissances. Les secteurs des services à la personne et du commerce sont restés stables.

**Évolution de l'emploi salarié (privé et public) entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2017 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2018 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS) – Le secteur de l'intérim (+5,2 %) n'est pas représenté.**



Évolution de l'emploi salarié (public et privé) par secteur d'activité en Île-de-France (données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2018	Évolution T2 2018 / T1 2018		Évolution T2 2018 / T2 2017	
		Niveau	%	Niveau	%
Agriculture	5 730	0	0,0	-100	-1,7
Industrie	433 360	-1 940	-0,4	-3 450	-0,8
Construction	276 460	3 130	1,1	9 100	3,4
Commerce	704 340	-1 210	-0,2	130	0,0
Services marchands hors intérim	2 823 550	9 760	0,3	44 270	1,6
Tertiaire non marchand	1 486 280	-860	-0,1	-570	0,0
Intérim	131 080	1 150	0,9	6 490	5,2
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>5 860 800</b>	<b>10 020</b>	<b>0,2</b>	<b>55 870</b>	<b>1,0</b>
<b>Privé</b>	<b>4 732 740</b>	<b>11 570</b>	<b>0,2</b>	<b>61 950</b>	<b>1,3</b>
<b>Fonction Publique</b>	<b>1 128 060</b>	<b>-1 550</b>	<b>-0,1</b>	<b>-6 080</b>	<b>-0,5</b>

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

## Les tensions sur le marché du travail francilien au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,46 point en moyenne au troisième trimestre 2018, soit 46 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,02 point par rapport au troisième trimestre 2017. Cette évolution s'explique par une baisse des offres d'emploi collectées plus prononcée que celle des demandes enregistrées par Pôle emploi (-6,7 % contre -3,3 % sur un an).

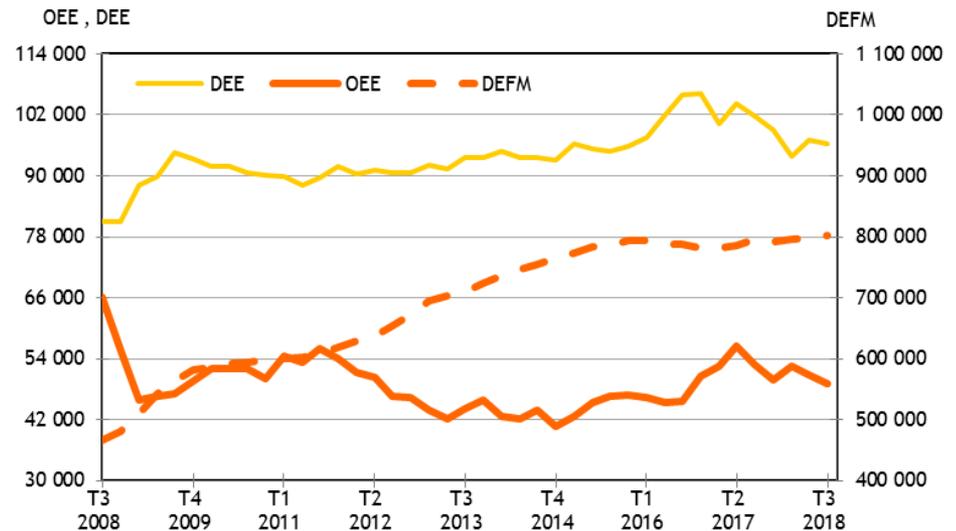
Dans le même temps, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi (+0,7 % en données brutes sur un an) va dans le sens d'un relâchement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement est stable sur le trimestre : 58,6 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au troisième trimestre 2018. Ce taux reste cependant inférieur à son niveau du troisième trimestre 2017 (60,2 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 68,8 %. Il gagne un point par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres demeure élevé à 88,4 %, soit 0,9 point de plus qu'au trimestre précédent mais 0,3 point de moins qu'au troisième trimestre 2017.

Les tensions sur le marché du travail  
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ;  
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese

Les métiers en tension au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

Les principaux indicateurs de tension au 3 <sup>e</sup> trimestre 2018 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T3 2017 (1)	Taux de tension au T3 2018	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T3 2018 (2)	Taux d'écoulement des demandeurs d'emploi sur 1 an au T3 2018 (3)	Nbre moyen de demandeurs d'emploi de cat. AB au T3 2018	Évol. du nbre de demandeurs d'emploi de cat. AB entre le T3 2017 et le T3 2018 (%)	Évol. des offres d'emploi enregistrées entre le T3 2017 et le T3 2018 (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T3 2018 (4)	Part des recrutements envisagés jugés difficiles (%)
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	0,25	0,37	48,6	60,4	6 556	-9,0	26,8	89,0	55,7
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	0,33	0,36	61,1	60,3	19 204	-5,8	-5,6	86,8	59,9
Techn. et agents de maîtrise du bât. travaux publics	1,74	2,36	69,9	59,4	4 436	-8,8	-5,6	89,5	62,7
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	1,00	1,12	46,4	55,5	903	-4,7	-31,9	91,7	67,9
Techn. et agents de maîtrise de la maintenance	2,08	2,30	79,1	61,0	7 238	-4,0	-5,9	89,9	57,1
Ingénieurs de l'informatique	0,85	0,88	95,9	55,5	10 768	1,4	2,2	91,2	56,4
Caissiers, employés de libre service	0,66	0,41	61,9	61,7	21 583	1,2	-47,3	90,4	22,2
Vendeurs	0,46	0,46	70,6	61,8	36 888	-2,8	-18,1	85,6	32,6
Bouchers, charcutiers/traiteurs, boulangers/pâtisseries	0,55	0,50	83,3	60,9	5 380	2,2	-15,7	91,4	61,0
Cuisiniers	0,38	0,44	68,9	60,1	31 914	-0,7	-5,5	90,9	37,6
Aides-soignants	0,34	0,35	74,7	61,2	10 995	0,7	-2,8	92,1	48,1
Infirmiers, sages-femmes	0,57	0,54	69,5	62,1	2 915	9,4	1,0	91,0	30,4
<b>Ensemble des familles professionnelles</b>	<b>0,48</b>	<b>0,46</b>	<b>68,8</b>	<b>58,6</b>	<b>810 243</b>	<b>0,7</b>	<b>-6,7</b>	<b>88,4</b>	<b>41,8</b>

(1) Rapport entre la moyenne des flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi et la moyenne des flux des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi durant le trimestre. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année. Lecture : il y a 0,46 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, contre 0,48 au 3<sup>e</sup> trimestre 2017 en Île-de-France.

(2) Rapport entre les offres d'emploi durables et l'ensemble des offres en moyenne sur le trimestre.

(3) Part des demandes d'emploi sorties des fichiers de Pôle emploi dans les demandes présentes 12 mois auparavant ou entrées dans l'année.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à Pôle emploi et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de Pôle emploi.

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese (données brutes)

En Île-de-France, la conjoncture du troisième trimestre demeure très favorable aux demandeurs d'emploi de technicien et d'agent de maîtrise du bâtiment et de la maintenance : pour une nouvelle demande dans ces métiers, correspond plus de deux nouvelles offres. Le taux de tension augmente nettement par rapport à l'année passée, grâce à une forte baisse des demandes enregistrées.

À l'opposé, les professionnels de l'information et de la communication pâtissent du plus faible taux de tension (14 nouvelles offres pour 100 nouvelles demandes). Les tensions sont également très relâchées pour les ouvriers qualifiés du bâtiment.

Les métiers de bouche sont dans une situation intermédiaire. Le taux de tension augmente pour les cuisiniers, tandis qu'il recule pour les bouchers, charcutiers, boulangers, dont 83 % des offres d'emploi sont durables.

La conjoncture est stable pour les vendeurs. En revanche, les tensions diminuent fortement pour les caissiers.

Au sein des professions médicales et paramédicales, les aides-soignants comptent le plus de demandeurs d'emploi et connaissent le taux de tension le plus faible.

## L'activité partielle au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

Au cours du troisième trimestre 2018, 106 décisions d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 481 000 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Ce volume est en baisse de 50 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, cette baisse atteint un niveau équivalent de -13 %.

Le département des Yvelines concentre 24 % des heures d'activité partielle dans la région. Les deux tiers concernent le secteur de la construction.

Le Val-d'Oise regroupe 18 % du total des autorisations régionales du fait de deux demandes importantes dans les secteurs d'activités informatiques et de la métallurgie.

Les départements de la grande couronne regroupent au total 75 % des heures autorisées de juillet à septembre 2018.

La construction reste le premier secteur utilisateur de l'activité partielle. Toutefois, le volume d'heures de travail autorisées à être chômées continue sa baisse amorcée depuis le début de l'année : 243 600 heures contre 465 200 heures au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

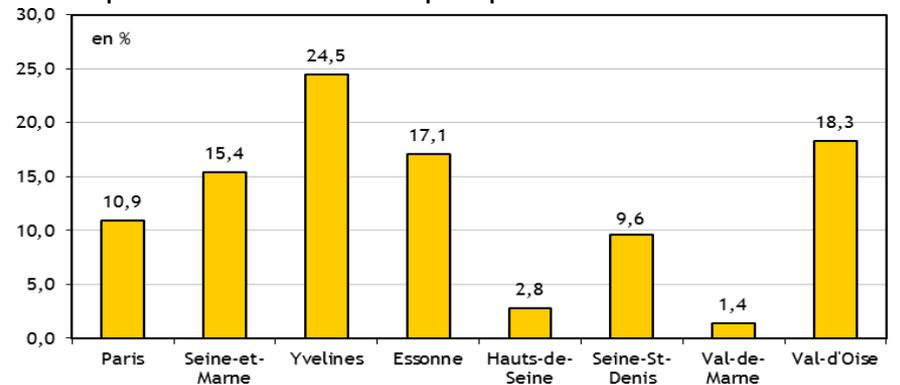
Trois secteurs cumulent 67 % des heures demandées au cours de trimestre : la construction, le commerce et les activités informatiques.

Hormis la Seine-et-Marne (+298 %) et l'Essonne (+26 %), les demandes d'activité partielle ont baissé dans tous les départements franciliens.

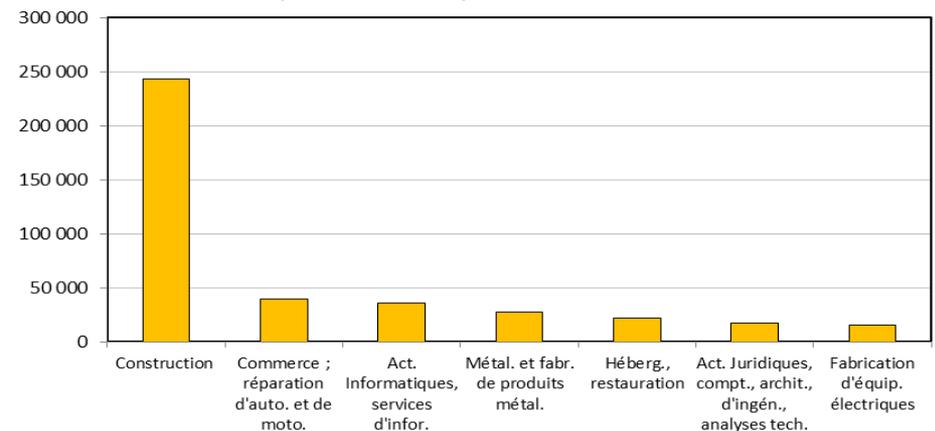
(\* ) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Répartition par territoire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations au T3	106	24	10	19	13	7	18	5	10
Cumul 2018	452	83	44	80	57	39	81	15	53
Cumul 2017 (T1+T2+T3)	621	132	68	101	58	37	99	51	75
Heures associées au T3	481 015	52 544	73 985	117 654	82 073	13 444	46 387	6 759	88 169
Cumul 2018	2 392 658	419 536	253 559	759 302	188 960	165 788	280 566	27 355	297 592
Cumul 2017 (T1+T2+T3)	2 754 037	194 543	252 575	724 236	485 035	117 945	241 917	399 041	338 745
Évolution (%)	-13,1	15,7	0,4	4,8	-61,0	40,6	16,0	-93,1	-12,1

Répartition des heures autorisées par département au 3<sup>e</sup> trimestre 2018



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 3<sup>e</sup> trimestre 2018



## Les plans de sauvegarde de l'emploi

Au troisième trimestre 2018, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 38 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 1 513 postes menacés dans le cadre de PSE ce trimestre.

Ce chiffre est le plus faible depuis début 2013 ; cependant les chiffres des PSE sont fréquemment en retrait durant les mois d'été.

Les Hauts-de-Seine regroupent plus de la moitié des emplois menacés en Ile-de-France ce trimestre. Les emplois menacés dans ce département le sont principalement dans un établissement de l'industrie alimentaire (159 emplois menacés) mais le secteur du commerce est également concerné (199 emplois menacés).

De même, Paris et la Seine-et-Marne hébergent un grand nombre d'emplois menacés. Les autres départements, notamment les Yvelines, sont moins affectés.

En un an, l'évolution du nombre d'emplois menacés en Essonne est importante (+126 %). On constate l'inverse dans les Yvelines (-85 %) et en Seine-Saint-Denis (-84 %).

Parmi les secteurs qui emploient un grand nombre de personnes dans la région, c'est l'activité du commerce qui menace le plus de salariés.

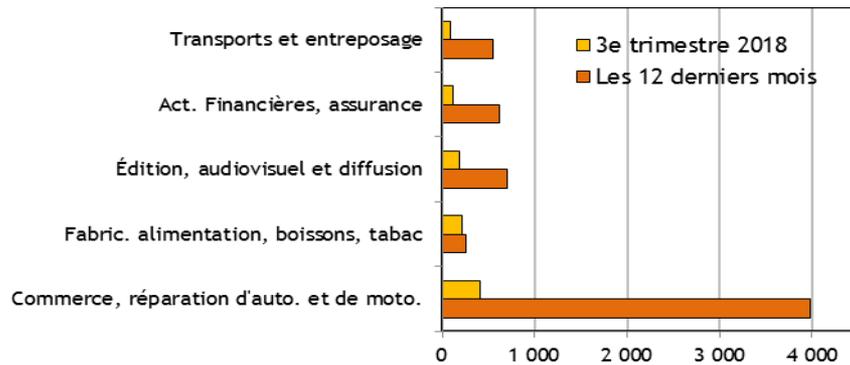
Le secteur de l'industrie alimentaire est celui qui affecte le plus de postes en proportion de son emploi régional.

Parallèlement aux PSE, les entreprises de la région ont initié 9 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC). Avec 4 RCC initiés, le département des Hauts-de-Seine est celui qui en a connu le plus. Dans ce cadre, 111 emplois sont touchés.

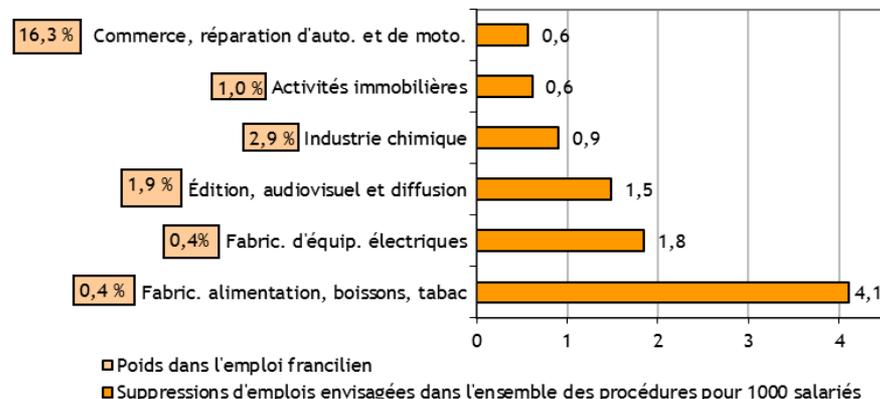
## Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE au T3	38	11	3	0	0	16	3	3	1	1
Cumul 2018	158	43	11	2	7	58	16	7	6	7
Cumul 2017 (T1-T2-T3)	215	64	9	14	12	51	21	15	11	18
Emplois menacés	1 513	234	182	15	95	783	58	52	94	/
Cumul 2018	10 736	2 398	551	241	2 441	3 851	392	457	405	/
Cumul 2017 (T1-T2+T3)	12 753	2 231	453	1 641	1 078	2 700	2 499	1 423	728	/
Évolution des emplois menacés	-16%	7%	22%	-85%	126%	43%	-84%	-68%	-44%	/

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE



Secteurs les plus affectés par des PSE proportionnellement à leur emploi local



DIRECCTE  
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

**Directrice de publication** : Corinne Cherubini

**Etude et réalisation** : Service Etudes Statistiques Evaluation – [idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

**Conception graphique** : Emmanuelle Seguin

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France**

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur [www.idf.direccte.gouv.fr](http://www.idf.direccte.gouv.fr)